

L'INITIATION D'UN CHERCHEUR EN SCIENCES SOCIALES

Jean-Yves MOISSERON

Economiste, UR 52 : "Modèles et réalités du développement"

Avant d'intégrer l'ORSTOM, mon parcours scientifique a fait quelques détours. C'est en DEA, à l'université de Paris I, que j'ai choisi l'économie du développement, car je considérais que le métier d'économiste y avait là toute sa raison d'être. Mais cela se passait en 1989 et cette année, au cours de laquelle le mur de Berlin s'effondra, fut décisive pour toute l'Europe Orientale. Il était dès lors prévisible que l'une des grandes questions de la prochaine décennie serait celle de la transition des économies ex-socialistes vers l'économie de marché.

Si les conditions d'une expérimentation ne sont jamais réalisées pour les sciences sociales, il est des époques qui s'en approchent. A l'Est, la plupart des pays européens allaient bientôt basculer dans un autre monde. Je pensais que nous (les chercheurs en sciences sociales) pourrions assister *in vivo* à l'émergence (à la construction) d'une économie marchande. Nous pourrions comprendre (peut-être) ce qu'est un marché, comment il se développe et comment il transforme les conditions même de l'existence et les représentations du monde. La grande transition à l'Est apparaissait comme un champ d'investigation scientifique unique. Comment résister à la tentation d'en faire le sujet d'une thèse ? Il s'agissait aussi, après tout, d'économie du développement.

Mon approche était hétérodoxe et pour tout dire régulationniste. Je voulais saisir les conditions institutionnelles de l'émergence du marché et abattre le mythe qui voudrait que celui-ci fut naturel aux sociétés humaines. Dans cette étude sur la transition à l'Est, j'étais frappé par la facilité avec laquelle de nombreux économistes transposaient des concepts adaptés à l'étude des économies marchandes développées, à des sociétés où l'organisation planifiée ne laissait pratiquement aucune marge aux rapports marchands.

L'étude de la monnaie était, de ce point de vue, particulièrement intéressante¹. Car la monnaie - la science économique nous l'enseigne - est avant tout un instrument d'échange, et penser la monnaie sans l'échange apparaît bien comme une incongruité. Depuis Aristote, toute l'histoire de la pensée économique, à une ou deux exceptions près, a bâti un concept de monnaie valable uniquement pour l'étude des économies marchandes. Si l'on ne peut penser la monnaie sans échange, comment penser la monnaie et les rapports monétaires dans une société où l'échange ne va pas de soi ? Que signifie l'existence d'une Banque centrale dans une économie où les rapports entre les entreprises sont déterminés par un plan en nature. Plus

1- J.-Y. Moisseron, *La monnaie sans échange, reconsidérations théoriques*. Contribution à la Sixième conférence internationale Karl Polanyi, Québec, Octobre 1996.

généralement, que signifie tout échange monétaire dès lors qu'il n'est pas un rapport d'échange ?²

J'insistais dans mes recherches sur la nécessité de construire des concepts "adéquats" capables de rendre compte de la réalité sans la déformer. Dans le cas des pays de l'Est, il s'agissait de comprendre l'émergence d'un système financier dans ses articulations avec l'ensemble des modifications institutionnelles induites par la transition. Mon approche était macro-sociale et l'élaboration de concepts relativement neufs en matière monétaire s'appuyait sur des observations de terrain réalisées parfois à des moments décisifs comme à Moscou en août 1991, lors du premier putsch. En somme, mon profil était déjà orstomien.

Cet itinéraire me rendait naturellement très sensible aux critiques formulées à l'encontre des approches développées par DIAL. Je me retrouvais même personnellement dans une situation délicate, lorsque je devais "défendre" la macro-économie comme méthode scientifique³. Alors que j'avais tenté, dans le passé, de démontrer à des collègues macro-économistes l'invalidité de telles ou telles hypothèses macro-économiques dans le processus dynamique de la transition à l'Est et insisté plus généralement sur l'écueil de nombreux modèles, il me fallait répondre, à présent, à des critiques similaires pour les pays en voie de développement⁴. Alors que mes recherches m'avaient montré l'importance d'une démarche pluridisciplinaire, et la nécessité d'observations de terrain, je devais préciser l'apport spécifique de la macro-économie. Alors que j'avais maintes fois critiqué les politiques d'ajustement structurel dans les pays de l'Est, je devais expliquer que la macro-économie, comme démarche scientifique, ne pouvait nullement s'identifier avec les objectifs macro-économiques des PAS.

Les rituels initiatiques consistent parfois à saturer la conscience rationnelle de l'aspirant en lui posant des problèmes insolubles. C'est le principe du *koan* du bouddhisme Zen Rinzaï. Si l'aspirant résout l'énigme, il peut dépasser les contradictions du monde sensible. C'est le signe d'une intégration réussie à la communauté des chercheurs... de vérité.

Cet itinéraire qui a pris quelques détours dans la thématique choisie et dans les approches méthodologiques, ne fait que commencer. Mon intégration à l'ORSTOM, mon affectation à DIAL et mon expérience de chercheur m'ont montré que loin d'être un obstacle à la compréhension, la diversité des approches est une nécessité pour l'élaboration de concepts neufs et opératoires. Il n'y a pas de déterminisme dans cet itinéraire, car mon profil ne me destinait pas à devenir un macro-économiste du développement. J'y vois là aussi le signe d'un certain esprit d'ouverture de

2- Des exemples de relations monétaires vides de relation d'échange existent pourtant dans nos sociétés développées. Sans parler des impôts où la question peut être débattue, citons le paiement des amendes, le versement des dots, dons, etc.

3- F. Roubaud, D. Cogneau ont plusieurs fois dans les *Chroniques du Sud*, évoqué la question de la place de la macro-économie à l'ORSTOM.

4- Des échanges fructueux avec J.-P. Chauveau m'ont permis de réfléchir sur les rapports entre macro-économie et socio-économie. Voir J.-Y. Moisseron, *Macro-économie versus Socio-économie*, document de DIAL, décembre, 1995.

la part de l'ORSTOM, de l'acceptation d'une pluralité d'approches, sans laquelle ne peut s'épanouir la recherche scientifique.